RCS : VALENCIENNES
Code greffe : 5906

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de VALENCIENNES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00473
Numéro SIREN : 851 623 231
Nom ou dénomination : ABANA

Ce dépôt a été enregistré le 25/11/2019 sous le numéro de dépôt 4504

**ABANA**
Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social : 7 rue de la Paix – 59300 VALENCIENNES
*851 623 231 RCS VALENCIENNES*

# PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE EN DATE DU 10 OCTOBRE 2019

L'an deux mil dix-neuf, le 10 Octobre,
Au siège social,

**Monsieur Marc MICHEL**, Associé Unique de la société ABANA,

A pris les décisions ci-après concernant les points suivants :

**- Augmentation de capital d'un montant de 660 000 euros par l'émission de 66 000 actions nouvelles de 10 euros chacune, émises au pair, en rémunération de l'apport de titres ci-dessous,**
**- Approbation d'un apport de titres au profit de notre Société, de son évaluation et de sa rémunération,**
**- Modifications corrélatives des articles 6 et 7 des statuts ; suppression des articles 39 à 41 des statuts,**
**- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.**

L'Associé Unique rappelle que le rapport du Commissaire aux Apports a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de VALENCIENNES le 30/09/2019, soit dans le délai requis par la Loi, et déposé au siège social, dans le même délai.

## PREMIÈRE DÉCISION

Monsieur Marc MICHEL, Associé Unique, après lecture :

- du Contrat d'apport en date du 19/09/2019, aux termes duquel la société **MM OPTIC,** Société à Responsabilité Limitée au capital de 617 500 euros, dont le siège social est fixé au 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°532 749 850, fait apport à la Société de la pleine propriété de :

- **599** des parts sociales composant le capital social de la société **CONDE OPTIC**, SARL au capital de 60 000 euros, dont le siège social est situé 42 rue Léon Gambetta à CONDE SUR L'ESCAUT (59163), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°509 322 699, représentant 99.83% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 134 200 euros

- **693** des parts sociales composant le capital social de la société **VAL OPTIC**, SARL au capital de 70 000 euros, dont le siège social est situé 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°532 948 262, représentant 99% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 70 000 euros

- **6 098** des parts sociales composant le capital social de la société **QUERCY OPTIC**, SARL au capital de 61 000 euros, dont le siège social est situé Route de Valenciennes - ZI Les Prés du Roy à LE QUESNOY (59530), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°477 490 866, représentant 99.97% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 405 800 euros

- **495** des parts sociales composant le capital social de la société **JV OPTIC**, SARL au capital de 50 000 euros, dont le siège social est situé 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°842 218 034, représentant 99% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 49 500 euros

- du rapport de la SAS BMC, Commissaire aux Apports désigné par l'Associé Unique, en date du 30/09/2019.

Approuve cet apport ainsi que son évaluation.

**DEUXIÈME DÉCISION**

Monsieur Marc MICHEL, Associé Unique, après lecture du rapport du Commissaire aux apports, décide, à titre de rémunération des apports approuvés au titre de la première décision, d'augmenter le capital social d'un montant de 660 000 euros pour le porter de 1 000 euros à 661 000 euros par voie de création de 66 000 actions nouvelles de 10 euros de nominal chacune, entièrement libérées, numérotées de 101 à 66 100 et attribuées à ce dernier, en rémunération de son apport.

Ces actions nouvelles qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de ce jour, à l'issue des présentes décisions.

La Société aura seule droit aux dividendes attachés aux droits sociaux apportés, afférents à l'exercice clos le 30/11/2019, le cas échéant, quelle que soit la date à laquelle la distribution aura été décidée.

**TROISIÈME DÉCISION**

En conséquence des décisions précédentes, Monsieur Marc MICHEL, Associé Unique, constatant la réalisation définitive de l'augmentation de capital dont s'agit, décide de modifier, ainsi qu'il suit, les articles 6 et 7 des statuts :

In fine de l'article 6 – APPORTS, il est ajouté les mentions suivantes :

*« Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 7/10/2019, le capital social a été porté à la somme de 661 000 euros par apport effectué par Monsieur Marc MICHEL, Associé Unique, de :*

- ***599** des parts sociales composant le capital social de la société **CONDE OPTIC**, SARL au capital de 60 000 euros, dont le siège social est situé 42 rue Léon Gambetta à CONDE SUR L'ESCAUT (59163), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°509 322 699, représentant 99.83% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 134 200 euros*

- *693 des parts sociales composant le capital social de la société **VAL OPTIC**, SARL au capital de 70 000 euros, dont le siège social est situé 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°532 948 262, représentant 99% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 70 000 euros*

- *6 098 des parts sociales composant le capital social de la société **QUERCY OPTIC**, SARL au capital de 61 000 euros, dont le siège social est situé Route de Valenciennes - ZI Les Prés du Roy à LE QUESNOY (59530), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°477 490 866, représentant 99.97% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 405 800 euros*

- *495 des parts sociales composant le capital social de la société **JV OPTIC**, SARL au capital de 50 000 euros, dont le siège social est situé 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°842 218 034, représentant 99% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 49 500 euros ».*

L'article 7 – CAPITAL SOCIAL est désormais rédigé de la manière suivante :

*« Le capital social est fixé à la somme de six cent soixante et un mille (661 000) euros.*

*Il est divisé en 66 100 actions de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 66 100, intégralement libérées. ».*

L'Associe Unique décide également de supprimer les articles 39 à 41 des statuts.

**QUATRIÈME DÉCISION**

Monsieur Marc MICHEL, Associé Unique, confère tous pouvoirs au porteur de l'original, de copies ou d'extraits du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus, l'associé unique a dressé et signé le présent procès-verbal.

**Marc MICHEL**
**Associé Unique**

# CONTRAT D'APPORT DE DROITS SOCIAUX

**ENTRE LES SOUSSIGNES:**

**- La société MM OPTIC**
Société à Responsabilité Limitée au capital de 617 500 euros, dont le siège social est fixé au 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°532 749 850, représentée à l'acte par Monsieur Marc MICHEL, en sa qualité de gérant de la société

**Ci-après dénommée "l'apporteur",**

***d'une part***

**ET:**

- **Monsieur Marc MICHEL**, agissant en qualité de Directeur Général et au nom de la société **ABANA**, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros , dont le siège est fixé au 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°851 623 231, dûment habilité aux fins des présentes en vertu d'une décision de l'Associé Unique en date du 18/09/2019, annexée aux présentes ;

**Ci-après dénommée "la société bénéficiaire",**

***d'autre part***

**Préalablement à la convention d'apport de titres faisant l'objet du présent acte, il a été exposé ce qui suit:**

## Exposé

### I- Caractéristiques des sociétés dont les titres sont apportés

**CONDE OPTIC**

La société MM OPTIC détient dans la société **CONDE OPTIC :** 599 parts sociales.
La société QUERCY OPTIC détient dans la société **CONDE OPTIC :** 1 part sociale.

La société **CONDE OPTIC** est une société à Responsabilité Limitée dont l'objet est le commerce de détail d'optique.

Son siège social est fixé au 42 rue Léon Gambetta à CONDE SUR L'ESCAUT (59163).

Sa durée est de 99 ans à compter du 8/12/2008.

Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de VALENCIENNES sous le numéro 509 322 699.

Son capital social s'élève à 60 000 euros et est divisé en 600 parts de 100 euros chacune.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 31/08/2018.
L'AGE en date du 29/07/2019 a modifié la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 30/11 de chaque année, et pour la première fois au 30/11/2019

Les comptes au 31/08/2018 font apparaître :

| | |
|---|---|
| - des produits d'exploitation d'un montant de | 318 006 euros |
| - une perte de l'exercice d'un montant de | -15 119 euros |
| - des capitaux propres d'un montant de | 77 796 euros |

L'AGO en date du 15/12/2018, a approuvé les comptes au 31/08/2018, et a affecté la perte de l'exercice, d'un montant de -15 118,79 euros, comme suit :

| | |
|---|---|
| - Imputation sur la réserve facultative pour | -15 118,79 euros |

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

La société ABANA a été agréée par la collectivité des associés de CONDE OPTIC, suivant décision du 18/09/2019, conformément aux statuts sociaux.

**VAL OPTIC**

| | |
|---|---|
| La société MM OPTIC détient dans la société **VAL OPTIC :** | 693 parts sociales. |
| Monsieur Marc MICHEL détient dans la société **VAL OPTIC:** | 7 parts sociales. |

La société **VAL OPTIC** est une société à Responsabilité Limitée dont l'objet est l'exploitation d'un commerce de détail d'optique.

Son siège social est fixé au 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300).

Sa durée est de 99 ans à compter du 16/06/2011.

Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de VALENCIENNES sous le numéro 532 948 262.

Son capital social s'élève à 70 000 euros et est divisé en 700 parts de 100 euros chacune.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 31/08/2018.
L'AGE en date du 29/07/2019 a modifié la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 30/11 de chaque année, et pour la première fois au 30/11/2019

Les comptes au 31/08/2018 font apparaître :

| | |
|---|---|
| - des produits d'exploitation d'un montant de | 715 829 euros |
| - une perte de l'exercice d'un montant de | -13 992 euros |
| - des capitaux propres d'un montant de | 128 592 euros |

L'AGO en date du 15/12/2018, a approuvé les comptes au 31/08/2018, et a affecté la perte de l'exercice, d'un montant de -13 991,75 euros, comme suit :

| | |
|---|---|
| - Imputation sur la réserve facultative pour | -13 991,75 euros |

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

La société ABANA a été agréée par la collectivité des associés de VAL OPTIC, suivant décision du 18/09/2019, conformément aux statuts sociaux.

**QUERCY OPTIC**

| | |
|---|---|
| La société MM OPTIC détient dans la société **QUERCY OPTIC :** | 6 098 parts sociales. |
| Monsieur Jacques MICHEL détient dans la société **QUERCY OPTIC:** | 1 part sociale. |
| Madame Annie MICHEL détient dans la société **QUERCY OPTIC:** | 1 part sociale. |

La société **QUERCY OPTIC** est une société à Responsabilité Limitée dont l'objet est l'exploitation de commerce de détail d'optique, audio et photographie.

Son siège social est fixé Route de Valenciennes - ZI Les Prés du Roy à LE QUESNOY (59530).

Sa durée est de 99 ans à compter du 16/08/2004.

Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de VALENCIENNES sous le numéro 477 490 866.

Son capital social s'élève à 61 000 euros et est divisé en 6 100 parts de 10 euros chacune.

Elle a clôturé son dernier exercice social le 31/08/2018.
L'AGE en date du 29/07/2019 a modifié la date de clôture de l'exercice social pour la porter au 30/11 de chaque année, et pour la première fois au 30/11/2019

Les comptes au 31/08/2018 font apparaître :

| | |
|---|---|
| - des produits d'exploitation d'un montant de | 1 110 697 euros |
| - un bénéfice de l'exercice d'un montant de | 46 928 euros |
| - des capitaux propres d'un montant de | 226 431 euros |

L'AGO en date du 15/12/2018, a approuvé les comptes au 31/08/2018, et a affecté le bénéfice de l'exercice, d'un montant de 46 928,09 euros, comme suit :

| | |
|---|---|
| - Distribution de dividendes pour | 44 957,00 euros |
| - Le solde à la Réserve Facultative pour | 1 971,09 euros |

**Le montant des capitaux propres s'élève à 181 474 euros, après affectation du résultat.**

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

La société ABANA a été agréée par la collectivité des associés de QUERCY OPTIC, suivant décision du 18/09/2019, conformément aux statuts sociaux.

**JV OPTIC**

La société MM OPTIC détient dans la société **JV OPTIC :** 495 parts sociales.
Monsieur Marc MICHEL détient dans la société **JV OPTIC:** 5 parts sociales.

La société **JV OPTIC** est une société à Responsabilité Limitée dont l'objet est l'exploitation d'un commerce de détail d'optique.

Son siège social est fixé au 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300).

Sa durée est de 99 ans à compter du 12/09/2018.

Elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de VALENCIENNES sous le numéro 842 218 034.

Son capital social s'élève à 50 000 euros et est divisé en 500 parts de 100 euros chacune.

Son premier exercice clôture au 30/11/2019

La société est sans activité.

Les droits sociaux apportés ne sont grevés d'aucun gage, nantissement, clause d'inaliénabilité ou autre empêchement quelconque ou restriction au droit de propriété plein et entier. Ils ne font pas l'objet de séquestre ou de saisie.

La société ABANA a été agréée par la collectivité des associés de JV OPTIC, suivant décision du 18/09/2019, conformément aux statuts sociaux.

## II - Méthode d'évaluation

**CONDE OPTIC**

Les titres apportés ont été évalués à la valeur nette comptable.

**VAL OPTIC**

Les titres apportés ont été évalués à la valeur nette comptable

**QUERCY OPTIC**

Les titres apportés ont été évalués à la valeur nette comptable

**JV OPTIC**

Les titres apportés ont été évalués à la valeur nette comptable

**CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT:**

## CHAPITRE I- Description et évaluation de l'apport

La société MM OPTIC fait un apport des titres qu'elle détient dans les sociétés CONDE OPTIC, VAL OPTIC, QUERCY OPTIC et JV OPTIC, pour un montant global de 660 000 euros.

### CONDE OPTIC

Par les présentes, la société MM OPTIC fait apport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, à la société ABANA sus-dénommée, ce qui est accepté par Monsieur Marc MICHEL, ès-qualités, de **599 parts** de la société CONDE OPTIC.

Cet apport évalué globalement à 134 200 euros, soit 224 euros pour chacune des parts apportées, représente 99.83 % du capital de la société CONDE OPTIC.

La société ABANA aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par son associé unique.

Elle en aura la jouissance à compter de ce même jour.

### VAL OPTIC

Par les présentes, la société MM OPTIC fait apport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, à la société ABANA sus-dénommée, ce qui est accepté par Monsieur Marc MICHEL, ès-qualités, de **693 parts** de la société VAL OPTIC.

Cet apport évalué globalement à 70 000 euros, soit 101 euros pour chacune des parts apportées, représente 99 % du capital de la société VAL OPTIC.

La société ABANA aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par son associé unique.

Elle en aura la jouissance à compter de ce même jour.

### QUERCY OPTIC

Par les présentes, la société MM OPTIC fait apport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, à la société ABANA sus-dénommée, ce qui est accepté par Monsieur Marc MICHEL, ès-qualités, de **6 098 parts** de la société QUERCY OPTIC.

Cet apport évalué globalement à 405 800 euros, soit 66,55 euros (valeur arrondie) pour chacune des parts apportées, représente 99.97 % du capital de la société QUERCY OPTIC.

La société ABANA aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par son associé unique.

Elle en aura la jouissance à compter de ce même jour.

JV OPTIC

Par les présentes, la société MM OPTIC fait apport, sous les garanties ordinaires de fait et de droit et sous les conditions suspensives ci-après stipulées, à la société ABANA sus-dénommée, ce qui est accepté par Monsieur Marc MICHEL, ès-qualités, de **495 parts** de la société JV OPTIC.

Cet apport évalué globalement à 49 500 euros, soit 101 euros pour chacune des parts apportées, représente 99 % du capital de la société JV OPTIC.

La société ABANA aura la propriété des droits sociaux apportés à compter du jour de l'approbation du présent contrat d'apport par son associé unique.

Elle en aura la jouissance à compter de ce même jour.

## CHAPITRE II - Rémunération de l'apport

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué globalement à 660 000 euros, il sera attribué à l'apporteur 66 000 actions nouvelles de 10 euros chacune, entièrement libérées, de la Société ABANA, qui seront émises au pair à titre d'augmentation de capital.

En conséquence, la société ABANA procédera à une augmentation de son capital social d'un montant de 660 000 euros, pour le porter de 1 000 euros à 661 000 euros, par création de 66 000 actions nouvelles d'un montant de 10 euros chacune qui seront directement attribuées à la société MM OPTIC.

Ces 66 000 actions nouvelles porteront jouissance au jour de la réalisation de l'augmentation de capital et seront, à tous égards, assimilées aux actions anciennes : elles jouiront des mêmes droits et supporteront les mêmes charges, notamment toute retenue d'impôts, en sorte que toutes les parts de même nature sans distinction, donneront droit au paiement de la même somme nette lors de toute répartition ou tout remboursement effectué pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation.

La Société Bénéficiaire aura seule droit aux dividendes attachés aux droits sociaux apportés, afférents à l'exercice clos le 30/11/2020, le cas échéant, quelle que soit la date à laquelle la distribution aura été décidée.

Ces actions seront cessibles dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

## CHAPITRE IV- Condition suspensive

Le présent apport de titres est soumis à la condition suspensive suivante :

- Approbation par l'associé unique de la société ABANA, de l'augmentation de capital indiquée plus haut, comme conséquence de l'apport, par voie d'émission de 66 000 actions nouvelles de 10 euros chacune

Faute de réalisation de la condition ci-dessus, le 31 Octobre 2019 au plus tard, les présentes seront, sauf prorogation de ce délai, considérées comme nulles et non avenues.

## CHAPITRE V: Déclarations générales

Chacun des soussignés de première part déclare, pour ce qui le concerne :

- Que les droits sociaux apportés sont sa propriété légitime, qu'ils sont de libre disposition et ne sont grevés d'aucune inscription, notamment de nantissement ;

- Que les sociétés dont les droits sociaux sont apportés, n'ont jamais été et ne sont pas en état de cessation de paiements, de redressement ou de liquidation judiciaire et ne font pas l'objet d'une procédure de règlement amiable.

Monsieur Marc MICHEL, Directeur Général de la société ABANA, déclare au nom de ladite société avoir eu connaissance des opérations réalisées par chacune des sociétés dont les titres sont apportés, depuis le début de l'exercice en cours et que ces opérations ne semblent pas pouvoir modifier l'évaluation des droits sociaux apportés.

## CHAPITRE VI- Déclarations fiscales

**Droits d'enregistrement**

Le présent apport est soumis au régime de droit commun des apports. La formalité sera requise sous le bénéfice du seul droit fixe.

## CHAPITRE VII: Dispositions diverses

**I - Frais**

Tous les frais, droits et honoraires auxquels donne ouverture l'apport de titres, ainsi que tous ceux qui en seront la suite et la conséquence, seront supportés par la société ABANA.

**II – Affirmation de sincérité**

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

**II - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, et pour toutes significations et notifications, les parties font élection de domicile :

- la société MM OPTIC en son siège social.

- la société ABANA en son siège social.

**III - Pouvoirs**

Tous pouvoirs sont dès à présent expressément donnés :

- aux soussignés, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, à l'effet de faire le nécessaire au moyen de tous actes complémentaires ou supplétifs ;

- aux porteurs d'originaux ou d'extraits certifiés conformes des présentes et de toutes pièces constatant la réalisation définitive de l'apport, pour exécuter toutes formalités et faire toutes déclarations, significations, tous dépôts, inscriptions, publications et autres.

Fait à VALENCIENNES
Le 20/09/2019

En six exemplaires, dont 1 exemplaire non enregistré pour le dépôt au siège social de chaque société concernée

| | |
|---|---|
| **L'apporteur**<br><br>**MM OPTIC**<br>**Représentée par Marc MICHEL** | |
| **La société bénéficiaire**<br><br>**SAS ABANA**<br>**Représentée par Marc MICHEL** | |

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
LILLE
Le 18/10 2019 Dossier 2019 00016045, référence 5914P61 2019 A 05227
Enregistrement : 0 € Pénalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
Le Contrôleur des finances publiques

Edith GOBE
Contrôleur des finances publiques

**ABANA**
Société par actions simplifiée au capital de 661 000 euros
Siège social : 7 rue de la Paix – 59300 VALENCIENNES
*851 623 231 RCS VALENCIENNES*

**STATUTS MIS A JOUR SUITE AUX DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE DU 10/10/2019**



**LE SOUSSIGNE :**

**- Monsieur Marc MICHEL,**
né le 8/05/1978 à VERDUN (55)
de nationalité française,
ayant conclu un Pacte Civil de Solidarité avec Madame Andrée-Marie POISSONNIER, née le 27/03/1979 à LESQUIN (59), enregistré le 14/12/2013 auprès du Registre PACSEN, par Maître Marie-Laure MICHEL, notaire associée à VERDUN (55), sous le n° N55063 20136,
demeurant à VALENCIENNES (59300), 13 Impasse du Tonkin

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle qu'elle a décidé d'instituer.

## STATUTS

### ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par l'associé unique propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés et ne peut faire appel public à l'épargne.

### ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'assistance à la gestion, à l'administration et à l'exploitation de magasins d'optique ;
- La prise de participation ou d'intérêt dans toutes sociétés françaises ou étrangères et entreprises commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, et la gestion desdites participations ;
- Toutes prestations de services spécialisés quelconques à ses filiales et sociétés apparentées, plus particulièrement dans les domaines de l'administration et des services rendus aux entreprises, comptable, financier, social, commercial et plus généralement toutes activités de conseil, contrôle, organisation, harmonisation, coordination, gestion, administration dans toutes sociétés, groupements et entreprises,
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières, immobilières, ou agricoles pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement ou le commerce de la société.

### ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination sociale est : **ABANA**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du montant du capital social.

### ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **VALENCIENNES (59300), 7 rue de la Paix**

Il peut être transféré en tout endroit par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

## ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

## ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, Monsieur Marc MICHEL, associé unique, apporte à la société :

Une somme en numéraire d'un montant total de mille euros (1 000 €), correspondant au montant du capital social et à 100 actions d'une valeur nominale de dix (10) euros chacune, souscrites en totalité et libérées intégralement, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 29/05/2019 par LA CAISSE D'EPARGNE HAUTS DE FRANCE, agence de VALENCIENNES (59), de l'état de souscription mentionnant la somme versée par l'associé unique.

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 10/10/2019, le capital social a été porté à la somme de 661 000 euros par apport effectué par Monsieur Marc MICHEL, Associé Unique, de :

- 599 des parts sociales composant le capital social de la société CONDE OPTIC, SARL au capital de 60 000 euros, dont le siège social est situé 42 rue Léon Gambetta à CONDE SUR L'ESCAUT (59163), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°509 322 699, représentant 99.83% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 134 200 euros

- 693 des parts sociales composant le capital social de la société VAL OPTIC, SARL au capital de 70 000 euros, dont le siège social est situé 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°532 948 262, représentant 99% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 70 000 euros

- 6 098 des parts sociales composant le capital social de la société QUERCY OPTIC, SARL au capital de 61 000 euros, dont le siège social est situé Route de Valenciennes - ZI Les Prés du Roy à LE QUESNOY (59530), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°477 490 866, représentant 99.97% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 405 800 euros

- 495 des parts sociales composant le capital social de la société JV OPTIC, SARL au capital de 50 000 euros, dont le siège social est situé 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de VALENCIENNES sous le n°842 218 034, représentant 99% du capital et des droits de vote de ladite société, ledit apport évalué à 49 500 euros.

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de six cent soixante et un mille (661 000) euros.

Il est divisé en 66 100 actions de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 66 100, intégralement libérées.

## ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique, ou de la collectivité des associés en cas de pluralité d'associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés, peut déléguer au président les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés en cas de pluralité d'associés, qui peut déléguer au président tous pouvoirs pour la réaliser.

## ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.
Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

## ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.

## ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propriétaire aura le droit de participer aux assemblées générales.

## ARTICLE 13 – AGREMENT DES CESSIONS EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES

1. Les actions ne peuvent être cédées, y compris entre associés, qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 60 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.
Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

## ARTICLE 14 – MODIFICATIONS DANS LE CONTRÔLE D'UN ASSOCIE EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de 15 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôlaires.
Si cette procédure n'est pas respectée, la Société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "Exclusion d'un associé ".

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "Exclusion d'un associé ".
Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

## ARTICLE 15 – EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote.
Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.
Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.
Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément prévue aux présents statuts.
La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.
La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.
Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

## ARTICLE 16 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles précédents des présents statuts sont nulles.
Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

## ARTICLE 17 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne physique ou morale, associée ou non de la société.

**Désignation**

Le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique, ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président, personne physique, ou le représentant de la personne morale président, peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

**Durée des fonctions**

Le président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés .

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique, ou la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée 3 mois avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du président. La décision de révocation n'a pas à être motivée.

**Rémunération**

Le président peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées par la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

**Pouvoirs du président**

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou la collectivité des associés.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.
Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

## ARTICLE 18 - DIRECTEUR GENERAL

### Désignation

L'associé unique ou la collectivité des associés, peut nommer un directeur général, personne physique ou morale, associée ou non, pour assister le président.

La personne morale directeur général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée directeur général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient directeur général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le directeur général personne physique peut être lié à la société par un contrat de travail.

### Durée des fonctions

La durée des fonctions du directeur général est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du président, le directeur général conserve ses fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de directeur général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le directeur général peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision au président, et à l'associé unique, ou la collectivité des associés par lettre recommandée adressée 3 mois avant la date d'effet de ladite décision.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision de l'associé unique, ou la collectivité des associés, sur la proposition du président. Cette révocation peut ouvrir droit à indemnisation.

### Rémunération

Le directeur général peut recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le directeur général est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

**Pouvoirs du directeur général**

Le directeur général dispose des mêmes pouvoirs que le président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le directeur général dispose du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers dans les conditions fixées par la décision de nomination.

## ARTICLE 19 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance du président dans le mois de sa conclusion.
Le Président présente à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. L'associé unique ou les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.
Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

## ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

## ARTICLE 21 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du président. A cette fin, celui-ci les réunira une fois par trimestre au moins, et notamment lors de l'arrêté des comptes annuels.

## ARTICLE 22 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- modification des statuts,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme,
- dissolution de la société,
- nomination des commissaires aux comptes,
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du président.

## ARTICLE 23 – EN CAS DE PLURALITE D'ASSOCIES - DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel :

- transformation de la Société ;
- modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des Commissaires aux comptes ;
- nomination, révocation et rémunération des dirigeants,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- modification des statuts ;
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

## ARTICLE 24 – REGLES DE MAJORITE

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées selon les modalités suivantes :

### DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations d'actions, droits de souscription ou d'attribution.

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives ordinaires des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.
Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois sur le même ordre du jour.

DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, ou en société civile,
- à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote en cas d'agrément de cession d'actions,
- pour toutes les autres modifications statutaires, celles-ci sont décidées à la majorité des 2/3 des voix des associés disposant du droit de vote, sauf dispositions légales contraires impératives.

Etant rappelé que le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent, sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;

## ARTICLE 25 – MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.
Toutefois, la Société prendra en considération, tous les transferts de propriété des titres qui pourront intervenir pendant ce délai de trois jours, pour autant que lesdits transferts lui soient notifiés au plus tard la veille de l'assemblée, à 15 heures, Heure de Paris.

## ARTICLE 26 - ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de plus de 30 % du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2323-67 du Code du travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 8 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Le Président de Séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

## ARTICLE 27 – PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

## ARTICLE 28 – INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 8 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires au comptes.
S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

## ARTICLE 29 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

## ARTICLE 30 - EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er Décembre et finit le 30 Novembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 Novembre 2020.

## ARTICLE 31 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Il établit également, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe et les comptes prévisionnels, dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes de la société dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique, ou la collectivité des associés, approuve les comptes annuels, après rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

## ARTICLE 32 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique, ou la collectivité des associés, peut prélever toutes sommes qu'il ou elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le surplus est attribué à l'associé unique, ou à la collectivité des associés sous forme de dividende.
Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par le ou les associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## ARTICLE 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la société, aux conditions fixées par la loi.
Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique, ou de la collectivité des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## ARTICLE 34 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique, ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## ARTICLE 35 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

La décision de transformation est prise sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

## ARTICLE 36 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société entre les mains de l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

## ARTICLE 37 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation entre la société, l'associé unique, la collectivité des associés, ou les dirigeants concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

## ARTICLE 38 - NOMINATION DU PRESIDENT ET DU DIRECTEUR GENERAL

Le premier Président de la société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

**La société MM OPTIC**
**Société à Responsabilité Limitée au capital de 617 500 euros, dont le siège social est fixé au 7 rue de la Paix à VALENCIENNES (59300), immatriculée au RCS de Valenciennes sous le numéro 532 749 850**

Le Président ainsi nommé accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Le premier Directeur Général de la société nommé aux termes des présents statuts sans limitation de durée est :

**Monsieur Marc MICHEL**
**demeurant à VALENCIENNES (59300), 13 Impasse du Tonkin**

Le Directeur Général ainsi nommé accepte les fonctions qui lui sont confiées et déclare, en ce qui le concerne, n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination et l'exercice de ses fonctions.

Le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.